

## **Le sens et le rôle de la résistance à l'UE pour le Parti de Gauche et le Front de Gauche**

**Fabien ESCALONA** (IEP de Grenoble) et **Mathieu VIEIRA** (ULB, IEP de Grenoble)

### **Résumé**

L'opposition à l'Europe des dissidents sociaux-démocrates ayant créé le Parti de Gauche puis œuvré à la constitution du Front de Gauche, est analysée ici pour son usage stratégique dans les processus d'unification et de coalition partisans dont ils ont été les entrepreneurs, ainsi que pour son rôle de « marqueur » génétique et idéologique. Notre communication est fondée sur un corpus documentaire composé d'ouvrages et de tribunes publiés par les membres du secrétariat national du PG, de publications partisans (motions d'orientation générale, résolutions, programme partagé...) et d'articles de presse nationale relatant les principaux « moments » de l'entreprise politique des dissidents français, dont Jean-Luc Mélenchon a été le chef de file. Cette analyse s'inscrit dans un travail plus large portant sur l'étude comparée de la trajectoire des dissidents sociaux-démocrates en Europe et de leur rôle dans l'émergence d'une famille de gauche anticapitaliste.

### **Introduction**

Lors d'échanges familiers ou dans certains médias, il n'est pas rare d'entendre ou de lire des considérations très approximatives concernant le rapport à l'intégration européenne du Front de Gauche (FdG), de ses composantes ou de ses représentants. Même des interventions pouvant se prévaloir d'une légitimité académique n'échappent pas aux simplifications, des plus courantes (le FdG serait « anti-européen ») aux plus aberrantes (lorsque les positions du Front de Gauche sont par exemple confondues avec celles de l'extrême-droite, sous prétexte d'un substrat commun tendant à la « protestation » et au « repli »). Le premier objectif de notre

communication revient donc à faire justice de ces amalgames, en tentant d'exposer la nature précise des critiques formulées par le FdG à l'égard de l'Union Européenne (UE) telle qu'elle existe. Le souci de contribuer à la clarté du débat public, aussi louable soit-il, ne suffit cependant pas à épuiser nos motivations et à justifier l'arsenal théorique (« famille partisane », « faction », « dissidence ») mobilisé plus loin. En effet, notre étude de cas de la contestation de l'UE par le Parti de Gauche (PG) et le FdG s'intègre dans une démarche intellectuelle plus large, qui vise à proposer un cadre d'interprétation des recompositions à la gauche de la social-démocratie, et ceci à l'échelle européenne. Selon nous, ces transformations affectant les systèmes partisans de l'UE ne sont en effet pas réductibles à des dynamiques strictement nationales. Celles-ci ont certes leur part d'influence (d'où l'intérêt de la démarche comparative) mais peuvent davantage se comprendre en étant reliées à un phénomène à échelle continentale : l'émergence d'une famille de gauche anticapitaliste, sur les décombres de la famille communiste liée à la III<sup>ème</sup> Internationale.

Notre intérêt porte notamment sur le rôle joué par les dissidents sociaux-démocrates dans l'homogénéisation idéologique et le rapprochement organisationnel des formations partisans qui composent cette famille encore diverse. Alors que les français et les allemands sont les animateurs les plus dynamiques de cette famille au niveau communautaire et européen, c'est justement en France et en Allemagne que des dissidents comme Jean-Luc Mélenchon et Oskar Lafontaine ont joué un rôle décisif dans la création de coalitions et/ou partis politiques nouveaux, intégrant les différentes traditions de la famille anticapitaliste *in statu nascendi*. Or, dans le cas français plus encore que dans le cas allemand, la contestation de l'UE est une clé de compréhension essentielle de la trajectoire partisane et de l'identité idéologique de la dissidence socialiste, dont le héraut a œuvré à la création du PG et à la formation de la coalition électorale du FdG. La thèse que nous défendrons dans cette contribution consiste à présenter la résistance à l'UE non pas comme « la » raison du passage de la faction à la dissidence partisane, mais comme 1) le point de focalisation de ce qui sépare les dissidents de leur ancienne formation ; 2) le point de rencontre qui a contribué à ce que les dissidents agrègent des parcours politiques individuels au sein du PG, puis des organisations politiques au sein du FdG. Il ne s'agit pas selon nous d'une hostilité de principe à l'intégration européenne ni d'un quelconque « euroscepticisme », mais d'une contestation ayant pour envers positif un engagement alter-européen, peu précis mais directement lié à un projet politique plus large de démocratie radicale et de dépassement du mode de production capitaliste.

Dans un premier temps, nous dresserons à grands traits le cadre interprétatif de notre étude des dissidents sociaux-démocrates et des évolutions politiques qu'ils impulsent. On comprendra à l'issue de cette présentation que le sens de la résistance à l'UE pour le PG et le FdG est à rechercher en partie dans leur appartenance génétique à une famille partisane européenne, ayant en commun une vision critique de l'intégration européenne et des velléités de transformation de celle-ci distinctes de celles des sociaux-démocrates. Dans un second temps, nous reviendrons sur les scrutins ayant eu l'UE pour l'objet, qui se sont révélés des épisodes-clés dans le passage de la faction à la dissidence socialiste et dans l'entreprise de rassemblement de « l'autre gauche ». Catalyseur de ces transformations partisans à la gauche du PS, la question de l'intégration européenne a en effet simultanément été une ressource stratégique dans le travail de popularisation du bien-fondé de la stratégie du Front de Gauche. Enfin, nous analyserons plus

en détail les raisons de fond et la nature exacte de la résistance à l'UE, devenue « point nodal » d'un projet de transformation sociale intégrant des traditions politiques très diverses, mais reliant de façon originale la question démocratique (*via* la souveraineté populaire) et la question sociale (*via* l'anticapitalisme).

## **1. La résistance à l'UE comme « marqueur génétique » : le contexte européen de la formation du Parti de Gauche et du Front de Gauche**

### **1.1 La crise de la famille communiste à partir de la fin des années 1970**

Il existe aujourd'hui une littérature abondante sur le déclin du communisme occidental<sup>1</sup> suite à l'effondrement du système soviétique en 1991. En effet, les politistes et les historiens s'accordent pour reconnaître que la période post-1989 est synonyme de crise pour la famille communiste européenne. La crise que traverse le communisme en Europe occidentale ne se résume pas à la seule dimension internationale. La parenthèse de la tentative d'« eurocommunisme »<sup>2</sup> refermée, la situation électorale et politique des partis communistes (PC) occidentaux se détériore dès la fin des années 1970. Même si l'ampleur et les effets de cette triple crise électorale, identitaire et organisationnelle<sup>3</sup> sont en partie tributaires des contextes nationaux, des causes d'ordre structurel et politique ont été plus largement identifiées dans la littérature spécialisée<sup>4</sup>.

Une première série de facteurs structurels explique le déclin des PC occidentaux. Il s'agit ici des mutations sociales et culturelles liées à l'avènement d'une société post-industrielle à partir de la fin des années 1970. Semblable à la « grande transformation » de la fin du XIXe siècle, cette rupture paradigmatique ébranle tout d'abord la structure sociale des sociétés occidentales. La tertiarisation de l'économie consacre *de facto* le retrait progressif de la clef de voûte autour de laquelle s'est construit le capitalisme du XXe siècle, à savoir l'industrie. Plusieurs auteurs insistent ainsi sur la difficulté des PC occidentaux à saisir la fragmentation de la classe ouvrière et à capter l'électorat issus des nouveaux secteurs économiques<sup>5</sup>. La seconde rupture est une rupture de nature culturelle. La « révolution silencieuse »<sup>6</sup> chère à Ronald Inglehart remet en

<sup>1</sup> Pour une histoire détaillée du communisme occidental au XXe siècle, voir José Gotovitch, Pascal Delwit, Jean-Michel De Waele, *L'Europe des communistes*, Bruxelles, Editions Complexe, 1992.

<sup>2</sup> Richard Kingsley (ed.), *In Search of Eurocommunism*, MacMillan Press, 1981.

<sup>3</sup> Marc Lazar, « Communism in Western Europe in the 1980s », *Journal of Communist Studies*, 4 (3), 1988, pp. 243-57; David S. Bell, "Introduction" in David S. Bell (ed.), *Western European Communists and the Collapse of Communism*, Oxford, Berg, 1993 ; Martin J. Bull, "The West European Communist Movement: Past, Present and Future", in Martin J. Bull, Paul Heywood (eds.), *West European Communist Parties After the Revolutions of 1989*, New York, St. Martin Press, 1994, pp. 203-222 .

<sup>4</sup> Pour une synthèse, voir Joan Botella, Luis Ramiro, « The crisis of West European Communist Parties and their Change Trajectories: Communists, Post-Communists, Ex-Communists? », in Joan Botella, Luis Ramiro (eds.), *The Crisis of Communism and Party Change. The Evolution of West European Communist and Post-Communist Parties*, Barcelona, ICPS, 2003.

<sup>5</sup> Michael Waller, Meindert Fennema (eds.), *Communist parties in Western Europe. Decline or Adaptation?*, Oxford, Basil Blackwell, 1988; Michael Waller, "The Radical Sources of the Crisis in West European Communist Parties", *Political Studies*, 37, 1988, pp. 39-61; Martin J. Bull, "The West European Communist Movement in the Late Twentieth Century", *West European Politics*, 18 (1), 1989, pp. 78-97.

<sup>6</sup> Ronald Inglehart, *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977.

question le « holisme industriel » qui prévalait jusqu'alors et marque la primauté de l'individualisme contemporain. La révolution culturelle engagée à partir des années 1970 confirme également la montée en puissance des valeurs « post-matérialistes » au profit des enjeux économiques, autour desquels le discours communiste était articulé<sup>7</sup>.

La crise du communisme occidental est d'autre part attribuée à des facteurs politiques et organisationnels, internes à la famille communiste. A l'époque des « catch-all parties »<sup>8</sup>, Michael Waller et Meindert Fennema<sup>9</sup> ont notamment pointé le caractère mono-classiste de la doctrine communiste comme un premier frein à l'adaptation des PC aux nouvelles tendances sociologiques. Jean Baudouin résume parfaitement le rôle particulier de l'idéologie pour les partis de type communiste : « *Si l'idéologie est ici beaucoup plus qu'une simple pièce rapportée, côtoyant plus ou moins pacifiquement le « politique » et le « stratégique » au sein d'un dispositif d'ensemble, c'est qu'elle est inhérente à l'identité communiste ou, pour reprendre l'expression de Claude Lefort, elle est à proprement parler « le mode d'institution prépondérant de l'être communiste »*<sup>10</sup>. Après la rigidité doctrinale, le centralisme démocratique constitue un second obstacle au changement organisationnel des PC occidentaux<sup>11</sup>.

Dès lors, plusieurs scénarios d'adaptation vont être expérimentés par les différents partis de la famille communiste en Europe occidentale à partir du début des années 1990. Le triple processus de mutation programmatique, organisationnel et stratégique engagé par la famille communiste va exacerber des divisions déjà perceptibles lors de l'intermède eurocommuniste, entre et à l'intérieur des PC occidentaux<sup>12</sup>. La dichotomie classique pragmatiques/orthodoxes ne serait suffire pour retracer les changements ayant affecté cette famille politique depuis trente ans. A ce titre, peut-on encore parler de famille communiste ?

## **1.2 L'après 1989 ou l'éclatement de la famille communiste**

Comment la famille communiste a-t-elle réagi à la crise qu'elle traverse depuis la fin des années 1970 ? Deux scénarios d'adaptation ont été privilégiés par les PC d'Europe occidentale au début des années 1990 en fonction des « sentiers de dépendance nationaux ». D'un côté, certains partis optent pour une stratégie conservatrice de préservation de l'identité communiste (KKE, PCP, etc.). De l'autre, une stratégie réformatrice et de démarcation à l'identité communiste est engagée par certains PC (VAS, IU, SF, SP, etc.).

Deux obstacles majeurs peuvent expliquer la diversité des réponses apportées par les PC et le degré plus ou moins élevé d'adaptation programmatique et organisationnelle. La plasticité des systèmes partisans nationaux constitue un premier obstacle au changement. En effet, les repositionnements politiques sont largement conditionnés par l'occupation de l'espace politique

<sup>7</sup> Frank L. Wilson, *The failure of West European Communism: Implications for the Future*, New York, Paragon House, 1993.

<sup>8</sup> Otto Kirchheimer, « The Transformation of the Western European Party Systems », in Joseph La Palombara, Myron Weiner (eds.), *Political Parties and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 1966, pp. 177-200.

<sup>9</sup> Michael Waller, Meindert Fennema, *op cit.*, 1988.

<sup>10</sup> Jean Baudouin, « L'idéologie communiste entre régulation et érosion », in Pierre Bréchon (ed.), *Le discours politique en France. Evolution des idées partisans*, Paris, La Documentation française, 1994, pp. 97-113.

<sup>11</sup> Michael Waller, « Democratic centralism: the Costs of Discipline », in Michael Waller, Meindert Fennema, *op cit.*, 1988, pp. 7-25.

<sup>12</sup> Martin J. Bull, *op. cit.*, 1994.

par d'autres familles de partis, en l'occurrence les partis sociaux-démocrates et écologistes. La mue du Parti communiste italien (PCI) en véritable parti social-démocrate<sup>13</sup> (DS puis PD) s'explique ainsi par la faiblesse structurelle de la social-démocratie en Italie. De même, la position de domination à gauche des partis sociaux-démocrates en Scandinavie a limité la marge de manœuvre des PC. Ces derniers ont dès lors privilégié un profil environnementaliste en s'alliant avec les ex-formations écologistes. Les résistances internes peuvent également s'ériger contre les projets de rénovation des leaders<sup>14</sup>.

Ces deux scénarios ont inspiré aux politistes des modèles d'adaptation divers. La classification de David S. Bell repose sur trois types d'évolution<sup>15</sup> : les partis communistes orthodoxes, les partis ayant privilégié l'option de la transformation en d'autres formations radicales et les partis ayant définitivement rompu avec le « socialisme réel ». Martin J. Bull adopte également une grille de lecture en trois catégories<sup>16</sup> : les partis communistes orthodoxes, les nouveaux partis communistes et les partis de gauche non-communistes. Les nomenclatures établies par les deux auteurs au début des années 1990 s'avèrent peu opératoires pour décrire la réalité de la famille anticapitaliste. De fait, par la lâcheté de leurs frontières analytiques, ces catégories ne reflètent pas la diversité des stratégies déployées et font cohabiter sous la même bannière des partis différents. Comment distinguer par exemple les partis orthodoxes des nouveaux partis communistes ? Conscients de la difficile opérationnalisation des modèles construits au début des années 1990, Joan Botella et Luis Ramiro proposent un instrument d'analyse plus abouti, basé sur l'axe central maintien/abandon de l'identité communiste. Au versant abandon de l'identité communiste correspondent trois sous-ensembles<sup>17</sup> décrivant les trois conversions possibles des ex-partis communistes : sociale-démocrate, écologiste et non-communiste de gauche. Luke March et Cas Mudde préfèrent quant à eux une typologie qui repose sur quatre types<sup>18</sup> : les partis communistes, les partis écologistes et issus de la « New Politics », les partis assimilés au socialisme démocratique et les partis sociaux-populistes<sup>19</sup>.

Plusieurs phénomènes nous incitent à nous interroger, dans le sillage de ces auteurs, quant à un possible éclatement de la famille communiste<sup>20</sup>. D'une part, nous ne pouvons que constater l'hétérogénéité des réponses apportées par les PC à la crise qu'ils endurent depuis la fin des années 1970. Si certains partis optent pour des ajustements doctrinaux et organisationnels ponctuels, d'autres au contraire, privilégient une stratégie de démarcation vis-à-vis de l'identité communiste. La stratégie de rupture avec la tradition communiste prendra différentes formes en fonction des contextes politiques nationaux : social-démocratisation, alliance rouge-verte, post-communisme. D'autre part, la dislocation de la famille communiste s'accroît avec l'émergence

<sup>13</sup> Le PCI est la seule organisation en Europe occidentale à avoir opté pour la transformation en parti social-démocrate, c'est pourquoi nous ne l'incluons pas dans notre taxinomie de la famille anticapitaliste.

<sup>14</sup> Joan Botella, Luis Ramiro, *op. cit.*, 2003.

<sup>15</sup> David S. Bell, *op. cit.*, 1993.

<sup>16</sup> Martin J. Bull, *op. cit.*, 1994.

<sup>17</sup> Joan Botella, Luis Ramiro, *op. cit.*, 2003.

<sup>18</sup> Luke March, Cas Mudde, "What's Left of the Radical Left? The European Radical Left After 1989: Decline and Mutation", *Comparative European Politics*, 3, 2005, pp. 23-49.

<sup>19</sup> Cette dernière catégorie décrit selon les auteurs l'émergence d'une nouvelle gauche radicale en Europe centrale et orientale.

<sup>20</sup> Kate Hudson, *European Communism since 1989. Towards a New European Left?*, London, MacMillan Press, 2000.

de la « New Politics »<sup>21</sup> et des nouveaux mouvements sociaux<sup>22</sup> (féminisme, environnementalisme, altermondialisme, etc.).

### **1.3 La famille anticapitaliste et ses trois composantes**

Outre l'éclatement de la famille communiste après 1989, nous émettons l'hypothèse que les formations à la gauche des socialistes se réclamant de « l'autre gauche » se retrouvent aujourd'hui sous la bannière de la famille anticapitaliste<sup>23</sup>. Le sens que nous donnons ici au concept de « famille » ne s'apparente en rien à celui de « famille spirituelle », mais revêt davantage une dimension classificatoire. Autrement dit, nous analysons moins ici la « famille de pensée » que la « famille de partis », c'est-à-dire les organisations<sup>24</sup>.

Notre typologie de la famille anticapitaliste repose sur trois composantes (Cf. Tableau 1) : le communisme, l'alliance rouge-verte et la gauche de la social-démocratie. Articulée autour de deux axes principaux *identité communiste et espace politique*, notre typologie vise à établir un tableau précis de la gauche anticapitaliste à travers ses diverses orientations politiques et ses positionnements sur l'échiquier politique. Le premier axe – qui s'inspire de la dichotomie proposée par Joan Botella et Luis Ramiro<sup>25</sup> – reflète le dilemme identification vs. démarcation à l'identité communiste auquel ont dû faire face les partis de la famille communiste après 1989. Le second matérialise les repositionnements opérés par les partis anticapitalistes sur leur échiquier politique national respectif en fonction de l'espace occupé par les autres familles de gauche.

Si la famille anticapitaliste se décline en trois composantes, il n'en reste pas moins que celles-ci se fédèrent autour d'une matrice socio-économique commune : l'anticapitalisme. Quels sont les traits politiques et organisationnels de la famille anticapitaliste ? Sur le plan politique tout d'abord, ces partis ne sont plus des partis anti-systèmes en ce sens où l'acceptation de la démocratie parlementaire et du libéralisme politique est dorénavant entérinée. Cette évolution est d'autant plus remarquable qu'elle n'allait pas de soi, en raison du rapport conflictuel des partis communistes – définis par leur vocation révolutionnaire – à la démocratie politique qui était « identifiée au marché »<sup>26</sup> et donc comme une institution capitaliste. Autrement dit, le qualificatif « extrême » ne convient plus à ces partis, entièrement convertis aux valeurs et aux pratiques de la démocratie représentative. Pour autant, comme l'indiquent très justement Luke

<sup>21</sup> Thomas Poguntke, « New Politics and Party Systems: The Emergence of a New Type of Party? », *West European Politics*, 10 (1), 1987, pp. 76-88; Herbert Kitschelt, « Left-Libertarian Parties: Explaining Innovation in Competitive Party Systems », *World Politics*, 40 (2), 1988, pp. 194-234.

<sup>22</sup> Hanspeter Kriesi, Ruud Koopmans, Jean Willem Duyvendak Marco G. Giugni, *New Social Movements in Western Europe : A Comparative Analysis*, University of Minnesota Press, 1995.

<sup>23</sup> Pour une version plus détaillée, voir Jean-Michel De Waele et Mathieu Vieira, « La famille de la gauche anticapitaliste en Europe occidentale. Une approche comparative (1989-2009) », in Jean-Michel De Waele et Daniel-Louis Seiler (eds.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Paris, Economica, coll. Politiques Comparées, 2012, pp. 50-85. Les contours de la famille anticapitaliste sont évalués dans ce chapitre à l'aune de quatre variables : définitionnelle, électorale, européenne et systémique. L'étude porte sur les quinze Etats d'Europe occidentale appartenant à l'UE.

<sup>24</sup> Le concept de « famille de partis » ne doit pas être confondu ici avec celui de « famille d'idées », tel que le conçoit Albert Thibaudet dans *Les idées politiques de la France*, Paris, Stock, 1932.

<sup>25</sup> Joan Botella, Luis Ramiro, *op. cit.*, 2003.

<sup>26</sup> Manuel Braga Da Cruz (1996), « La gauche et les institutions politiques », in Marc Lazar (ed.), *La gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen*, Paris, PUF, 1996, p. 623.

March et Cas Mudde<sup>27</sup>, l'extrémisme ne doit en rien être confondu avec le radicalisme, c'est pourquoi ces partis peuvent encore être définis comme radicaux dans la mesure où ils rejettent le système capitaliste contemporain. Profondément attachés à l'Etat social et à l'interventionnisme étatique dans les relations sociales et économiques en général, la famille anticapitaliste refuse le compromis entre l'Etat et le marché auquel s'est livré selon elle son rival social-démocrate. L'anticapitalisme partisan se pose ainsi en opposition au modèle social-démocrate et le rapport de défiance envers ce dernier est devenu un élément constitutif de son identité. Toutefois, cette opposition ne s'exprime pas avec la même intensité que l'anticommunisme social-démocrate qui structura durablement les systèmes d'alliances à gauche en Europe occidentale. Sur le plan organisationnel ensuite, les partis anticapitalistes ne s'apparentent plus aux « partis de masse »<sup>28</sup> ou aux « partis d'intégration sociale »<sup>29</sup> qu'ont pu être les partis communistes. En effet, ces partis sont devenus de petits partis<sup>30</sup>, occupant dans la majorité des cas la deuxième, voire la troisième place de l'espace politique à gauche derrière la famille écologiste.

Au regard des deux axes choisis pour notre typologie, la composante communiste est celle qui se démarque le moins de l'orthodoxie marxiste. A ce titre, le terme de « modernisation pragmatique »<sup>31</sup> proposé par Joan Botella et Luis Ramiro décrit parfaitement la position conservatrice de ces partis tant d'un point de vue programmatique qu'organisationnel. Implantés dans le sud de l'Europe, et en particulier en Grèce et au Portugal, ces partis sont les héritiers de partis communistes puissants. Enfin, ces partis se singularisent par leur refus de toute alliance – même ponctuelle – avec la social-démocratie.

Modèle d'inspiration scandinave, la composante rouge-verte favorise quant à elle une stratégie de reformulation de l'identité communiste à travers l'adoption d'un profil environnementaliste. Nés dans une configuration de domination, voire même dans certains cas, d'hégémonie sociale-démocrate de l'espace politique à gauche, ces alliances se positionnent sur le créneau de la *New Politics* et de la gauche libertaire. A en juger par les bons résultats dont sont créditées ces alliances, celles-ci peuvent s'imposer comme des concurrents sérieux à la famille sociale-démocrate et comme la possible « formule gagnante » pour une gauche anticapitaliste qui peina à se faire une place dans cette région par le passé.

La composante de la gauche de la social-démocratie regroupe quant à elle les dissidents sociaux-démocrates et les communistes réformateurs. Réprouvant la dérive « social-libérale »<sup>32</sup> à laquelle se serait selon elle convertie la social-démocratie européenne, elle n'exclut toutefois pas les alliances avec cette dernière. Localisée en Europe continentale, elle effectue notamment une percée en Allemagne (Die Linke) et en France (Front de gauche).

<sup>27</sup> Luke March, Cas Mudde, *op. cit.*, 2005.

<sup>28</sup> Maurice Duverger, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1981.

<sup>29</sup> Sigmund Neumann (ed.), *Modern Political parties: Approaches to Comparative Politics*, Chicago, University of Chicago Press, 1956.

<sup>30</sup> Ferdinand Müller-Rommel, Geoffrey Pridham, *op. cit.*, 1991.

<sup>31</sup> Joan Botella, Luis Ramiro, *op. cit.*, 2003, p. 252.

<sup>32</sup> Symbolisée notamment par la Troisième voie.

**Tableau 1. Typologie des principaux partis anticapitalistes en Europe occidentale**

Communisme	Alliance rouge-verte	Gauche de la social-démocratie
KKE (Grèce), PCP (Portugal), NPA (France), LO (France)	BE (Portugal), V (Suède), SP (Pays-Bas), SP (Irlande), Synaspismos (Grèce), Syriza (Grèce), VAS (Finlande), SF (Danemark), IU (Espagne)	Die Linke (Allemagne), PdCI (Italie), PRC (Italie), PG (France), PCF (France), Déi Lénk (Luxembourg)

#### **1.4 De la faction socialiste à la constitution d'une composante gauche de la social-démocratie en France. Genèse et création du Parti de gauche**

##### *La contestation à l'intérieur du PS: la faction*

La trajectoire des dissidents socialistes français – davantage que leur modèle allemand Die Linke<sup>33</sup> – est intimement liée au parcours partisan et idéologique de l'actuel co-président du PG, Jean-Luc Mélenchon. Il s'agit donc ici de retracer le parcours de celui qui fut jusqu'en 2008, l'un des principaux animateurs de l'aile gauche du PS.

Après un épisode trotskyste en tant que responsable de l'Organisation Communiste Internationale (OCI) à Besançon de 1972 à 1975, Jean-Luc Mélenchon adhère au PS en 1977. Jusqu'à son entrée au Sénat en 1986, ce militant du programme commun, fervent miterrandiste, exerça de nombreux mandats locaux dans l'Essonne (conseiller municipal de Massy, conseiller général du canton de Massy-Ouest), dont il dirigera la Fédération. Après avoir fait ses classes au sein du courant miterrandiste, il fonde avec Julien Dray la « Nouvelle École Socialiste » (NES) en 1988. L'aile gauche du parti ne parvenant pas à se rassembler lors du Congrès de Rennes en 1990, la NES présenta sa propre motion qui n'obtint que 1.35 % des voix. Le courant fut rebaptisé « Gauche Socialiste » en 1991, avec l'arrivée de Marie-Noëlle Lienemann. Lors du Congrès de Brest en 1997, Jean-Luc Mélenchon alors représentant de la motion « Gauche Socialiste », se présente au poste de Premier Secrétaire face à François Hollande et à une motion d'ex-poperénistes, où il obtint 10.21 % des voix. Il réitérera l'expérience lors du Congrès de Grenoble en 2000, concourant face au Premier Secrétaire sortant (François Hollande) et à la motion « Démocratie & Égalité » animée par Henri Emmanuelli et Alain Vidalies (ex-poperéniste). Il améliora à cette occasion son score du Congrès de Brest en récoltant 13.28 % des suffrages militants. Entre 2000 et 2002, il fera parti du gouvernement de cohabitation de Lionel Jospin en tant que Ministre délégué à l'enseignement professionnel.

Suite au choix de Julien Dray et de ses partisans de rejoindre François Hollande après la débâcle de 2002, la Gauche Socialiste se scinda en deux courants. Alors qu'une partie de l'ancien courant décida de rallier le « Nouveau Parti Socialiste » (NPS) d'Arnaud Montebourg, Vincent

<sup>33</sup> Sur la création et la structuration de Die Linke, voir Dan Hough, Michael Koß et Jonathan Olsen, *The Left Party in Contemporary German Politics*, Palgrave Macmillan, New York, 2007 et Thomas Landwehrle, « Die Linke », in Jean-Michel De Waele et Daniel-Louis Seiler (eds.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Paris, Economica, coll. Politiques Comparées, 2012.

Peillon et Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon co-fonda le courant « Nouveau Monde » avec Henri Emmanuelli. Au Congrès de Dijon en 2003, la motion « Nouveau Monde » réalisa un score semblable (16.33 %) à celui de l'autre motion de l'aile gauche : le NPS (16.88 %).

*La campagne pour le « non » au TCE : le moment de rupture*

S'il avait maintes fois manifesté son désaccord avec la ligne majoritaire du parti, le point de départ de la dissidence de Jean-Luc Mélenchon est à dater de la campagne du non au Traité Constitutionnel Européen (TCE) en 2005. Alors que le PS s'était prononcé pour le « oui »<sup>34</sup> après une consultation interne sur le TCE, Jean-Luc Mélenchon fait partie avec Laurent Fabius des responsables socialistes qui décidèrent de faire campagne pour le « non » aux côtés du PCF, du NPA et de personnalités comme José Bové. Même si la « gauche du non » ne parvint pas à se rassembler sous les mêmes couleurs lors des échéances électorales suivantes, il n'en reste pas moins que cette campagne constitua incontestablement un laboratoire pour les partisans de l'union des gauches alter-européennes et anticapitalistes.

La campagne du « non » provoqua la restructuration de l'aile gauche du parti avec notamment l'éclatement du courant « Nouveau Monde », suite au départ d'Henri Emmanuelli qui fonda le courant « Alternative Socialiste ». De son côté, Jean-Luc Mélenchon créa le courant « Trait d'Union », véritable prolongement de l'association politique « Pour la République Sociale » (PRS), qu'il présida à partir de 2004 en dehors du PS. Comme l'indique le thème « Une nouvelle union des gauches est-elle possible ? », et les invités (Marie-George Buffet, José Bové et Olivier Besancenot) de l'université d'été du PRS qui se déroula à Arles en 2005, le PRS fut une plate-forme de discussion et de rencontre qui prolongea la dynamique de la campagne du « non ». Ainsi, le PRS peut être considéré comme une première tentative d'exister à l'extérieur du PS.

Le Congrès du Mans de novembre 2005 voit l'aile gauche du parti se présenter encore une fois divisée. Comme deux ans plus tôt au Congrès de Dijon, le NPS rejoint par Henri Emmanuelli devança de peu (23.54 %) la motion conduite par Laurent Fabius (21.17 %), que soutenait Jean-Luc Mélenchon. A ce titre, la configuration de l'aile gauche du PS au Congrès du Mans s'inscrit dans la continuité de la campagne du « non » au TCE. Lors de la primaire socialiste de 2006 pour la désignation du candidat à l'élection présidentielle de 2007, Jean-Luc Mélenchon reconduisit son soutien à Laurent Fabius qui récolta 18.66 % des voix face à Dominique Strauss-Kahn (20.60 %) et Ségolène Royal (60.65 %).

Lors du Congrès de Reims en septembre 2008, le courant « Trait d'Union » dépose une contribution intitulée « Réinventer la gauche ». L'ensemble des composantes de l'aile gauche (NPS, Trait d'Union, Démocratie & Socialisme, Forces Militantes, etc.) arrivent à un accord et signent la motion C « Un monde d'avance ». La motion C conduite par Benoît Hamon n'arriva qu'en quatrième position avec seulement 18.52 % des voix. L'aile gauche fut ainsi devancée par la motion E de Ségolène Royal (29.08 %), la motion A de Bertrand Delanoë (25.24 %) et la motion D de Martine Aubry (24.32 %). Le soir même de l'annonce des résultats, Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez (animateur du courant « Forces Militantes ») quittent le PS.

---

<sup>34</sup> Le « oui » l'emporta avec 58.62 % des voix lors de la consultation interne organisée le 1<sup>er</sup> décembre 2004, avec une participation élevée de 83.2 %.

*Le pari d'exister à l'extérieur du parti : la dissidence et la création du Parti de gauche*

Face au constat de marginalisation de l'aile gauche au Congrès de Reims - qui ne pèse plus que 20% - et après vingt ans de « voice »<sup>35</sup> à l'intérieur du PS pour infléchir la ligne majoritaire qu'il qualifie de « sociale-libérale », Jean-Luc Mélenchon opte pour l'« exit » et annonce officiellement la création du « Parti de Gauche » le 12 novembre. Le 18 novembre, le PG et le PCF décident de s'allier pour les élections européennes de 2009 sous la forme d'un « Front de Gauche ».

Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez font dans les jours qui suivent l'annonce de la création du PG rejoints par des personnalités à la gauche du PS comme le syndicaliste Claude Debons, Eric Cocquerel (président de MARS-Gauche républicaine), Jacques Desallange et Pierre Carassus du MRC, etc. Après le second tour du Congrès de Reims, le PG enregistre l'arrivée dans ses rangs de nouveaux dissidents socialistes tels que l'économiste Jacques Généreux, le responsable du courant « Utopia » Franck Pupunat. Le PG organise dans la foulée un meeting de lancement le 29 novembre en Seine Saint-Denis en présence d'Oskar Lafontaine. Le Congrès constitutif du parti s'est tenu dans le Val-de-Marne du 30 janvier au 1<sup>er</sup> février 2009 en présence de 600 délégués (issus des comités) et de représentants d'autres partis politiques considérés comme des modèles organisationnels et programmatiques (*Die Linke*, partis socialistes d'Amérique Latine) ou invités à rejoindre le Front de Gauche, comme le NPA.

## **2. La résistance à l'UE comme catalyseur et ressource stratégique du rassemblement de « l'autre gauche »**

### ***2.1 La campagne du « non » au Traité constitutionnel en 2005***

Si la campagne contre le TCE en 2005 peut être considérée comme un facteur de polarisation vis-à-vis du PS et d'unification de la nébuleuse « antilibérale », trois événements antérieurs à la campagne et extérieurs à la question européenne vont rendre possible cette dynamique unitaire.

En premier lieu, les grèves de novembre-décembre 1995 contre la réforme des retraites initiée par le gouvernement Juppé. Ces grèves marquent incontestablement le passage à un nouveau cycle du mouvement social, comme en atteste la greffe réussie à cette occasion de l'altermondialisme en France<sup>36</sup>. Il convient cependant de noter que ce nouveau souffle pour le mouvement social ne s'est pas traduit par un ancrage politique. La raison principale de cette déconnexion entre le mouvement social et les formations de gauche réside dans la méfiance des nouveaux acteurs du champ social envers ces dernières et en particulier le PCF. La participation ultérieure des communistes au gouvernement de gauche plurielle dirigé par Lionel Jospin ne fera d'ailleurs qu'accroître cette séparation. Il n'en reste pas moins que le nouveau mouvement

<sup>35</sup> Nous reprenons ici le célèbre triptyque hirschmanien « Exit, Voice, Loyalty ».

<sup>36</sup> Eric Agrikolanski, Olivier Fillieule et Nonna Mayer, *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Flammarion, 2005.

social issu des grèves de l'hiver 1995 participe à l'émergence d'une nouvelle radicalité dont se prévaudront les partisans du « non » au TCE.

En second lieu, comme l'observe justement Roger Martelli, « il faut attendre le choc du 21 avril 2002, le camouflet électoral du PCF, la percée spectaculaire de l'extrême-gauche et la réélection de Jacques Chirac pour que la donne se relance »<sup>37</sup>. En effet, les bons scores réalisés par Arlette Laguiller (5.72 %), Olivier Besancenot (4.25 %) et le déclin du PCF (3.37 %) confortent le positionnement anticapitaliste prôné par la gauche radicale face à la pente « sociale-libérale » qu'auraient prise la gauche socialiste et ses alliés.

Enfin, il faut attendre juillet 2003 et l'« Appel pour une alternative à gauche » ou « Appel de Ramulaud », pour que se concrétisent les tentatives précédentes de rassemblement des différentes composantes de la gauche anticapitaliste. Les différentes tendances de « l'autre gauche » qui « se côtoient régulièrement dans les mobilisations », décident ainsi « d'œuvrer à la convergence de toutes celles et de tous ceux qui refusent de se résigner au capitalisme ». Les signataires précisent néanmoins qu'« il ne s'agit pas de créer un nouveau parti, mais un cadre de débat et d'initiatives communes ». A ce titre, les initiatives unitaires post-2002 vont contribuer à la création de collectifs et d'habitudes de travail qui se retrouveront lors de la campagne du « non » au TCE. En regroupant des responsables politiques, des militants syndicalistes et associatifs, cet appel consacre également une première jonction entre la sphère du mouvement social et celle des formations anticapitalistes.

La campagne du « non » au TCE est donc à la fois – comme nous l'avons précisé plus haut – un moment de pré-rupture décisif pour les dissidents socialistes et le déclencheur du rapprochement des acteurs et des formations qui formeront la galaxie FdG trois ans plus tard, lors du scrutin européen de 2009. Initié par la Fondation Copernic d'Yves Salesses, l'« Appel des 200 contre le Traité constitutionnel européen » du 19 octobre 2004 constitue l'acte fondateur de la campagne unitaire. Parmi les signataires, on retrouve l'arc des forces de Ramulaud et la plupart de ceux qui seront les soutiens et les responsables du FdG, tels que Clémentine Autain, Eric Coquerel, Marc Dolez ou Jean-Luc Mélenchon. Dans la lignée des appels précédents, les signataires appellent à « opposer un « non » majoritaire au « traité constitutionnel ». Un « non » de gauche, en rupture avec le système libéral, qui puisse traduire dans les urnes ce que les mobilisations sociales et altermondialistes de ces dernières années ont exprimé [...] ». Outre l'ambition de centrer la campagne sur le déficit d'Europe sociale - qui sera dans les mois qui suivent l'enjeu majeur du débat<sup>38</sup> - est donc également affichée la volonté de se démarquer d'un « non » nationaliste.

La formule du Collectif national et des Collectifs locaux unitaires sont autant de plateformes d'interactions entre les futures parties prenantes du FdG. Les centaines de réunions et de meetings organisés par les Collectifs sur le thème de la critique sociale de l'intégration européenne vont initier une jonction jusque-là difficile entre les sphères partisane, syndicale et intellectuelle (Attac, Fondation Copernic, Monde Diplomatique, etc.) anticapitalistes. Le point d'orgue de l'union du « non » de gauche étant le meeting unitaire du 27 mai à Paris. En définitive, Amandine Crespy a raison de souligner que la campagne référendaire de 2005 « constitue un

<sup>37</sup> Martelli Roger, « Front de gauche, aube ou crépuscule ? », *Mouvements*, 2012/1 n° 69, p. 102.

<sup>38</sup> Gilles Ivaldi, « Beyond France's 2005 Referendum on the European Constitutional Treaty : Second order Model, Anti-Establishment Attitudes and the End of the Alternative European Utopia », *West European Politics*, vol. 29, n°1, 2006, pp. 47-69.

moment de cristallisation de résistances latentes à l'intégration européenne eu sein de la gauche française »<sup>39</sup>. Elle doit être également considérée selon nous comme un moment de polarisation, qui participa à dessiner les frontières internes et externes du FdG, notamment par opposition à la gauche socialiste et écologiste.

## **2.2 Les élections européennes de 2009**

Après le « choc culturel » de 2005, où pour la première fois « l'autre gauche » a mené une campagne commune, le scrutin européen de 2009 est un autre moment-clé dans la structuration du FdG. C'est en effet la première fois qu'il existe électoralement. Entre-temps, l'échec des comités antilibéraux en 2007 laissait pourtant à penser que la gauche radicale restait vouée à la fragmentation. Jean-Luc Mélenchon, en raison de son appartenance au PS, ne détenait pas de crédibilité ni de légitimité suffisante pour s'imposer dans ce processus politique. Ce handicap est levé par son départ du PS en 2008 et la création du PG qui dès le départ se veut un « parti creuset » des différentes traditions de gauche et une force de proposition pour l'édification d'un Front de Gauche, dont les frontières sont celles d'une gauche adverse de la ligne sociale-libérale, celles-ci étant en réalité confondues avec la gauche qui a mené le combat pour le « non » en 2005<sup>40</sup>. A cet égard, le choix du moment de rupture avec le PS et de la création d'un nouveau parti n'est pas anodin mais correspond à une occasion stratégique et à une fenêtre d'opportunité. L'occasion stratégique est celles des élections européennes de juin 2009. Il était impossible à Jean-Luc Mélenchon de faire campagne avec ses camarades socialistes, dont une partie avait avalisé le « passage en force » du traité de Lisbonne, soit en s'abstenant soit en le soutenant par leur vote au Parlement réuni en Congrès. Surtout, il s'agissait du scrutin idéal pour tenter de reconstruire l'arc du « non » de gauche. La fenêtre d'opportunité est ouverte conjointement par le congrès de Reims, qui se tient quelques mois avant les élections, et l'ouverture affichée peu avant par le PCF, en faveur de « fronts à gauche avec des personnalités et des organisations »<sup>41</sup>.

Dès la fondation du PG, l'emphase est donc mise sur cette idée de « front » et sur les élections européennes qui lui offrent une occasion de concrétisation : « Ce sont les dernières élections générales avec un contenu hautement politique avant l'élection présidentielle. Nous devons [en faire] un référendum politique sur le Traité de Lisbonne », lance le président du PG à la tribune<sup>42</sup>. De fait, les élections européennes marquent l'apparition du label « Front de Gauche », dont la campagne est menée par le PCF et le PG, mais aussi Christian Picquet et son mouvement politique Gauche unitaire (ex-LCR, en rupture avec le NPA). L'enjeu européen sert à mener une campagne qui installe durablement le FdG dans l'espace politique, en martelant le désir d'union afin de faire apparaître les autres organisations non désireuses de s'y fondre comme des « chapelles » hostiles à l'esprit de rassemblement, contre toute logique de fond, celle-ci consistant dans le rejet de l'eurolibéralisme. Alors qu'il mène des discussions pour tenter

<sup>39</sup> Amandine Crespy, « La cristallisation des résistances de gauche à l'intégration européenne : les logiques de mobilisation dans la campagne référendaire française de 2005 », *Revue internationale de politique comparée*, 2008/4 Vol. 15, p. 590.

<sup>40</sup> « Discours du lancement du Parti de Gauche », in Jean-Luc Mélenchon, *L'autre gauche*, Editions Bruno Leprince, 2009, pp. 31-54.

<sup>41</sup> Jean-Luc Mélenchon, *Mélenchon le plébéien*, Paris, Editions Robert Laffont, 2012, pp. 275-311.

<sup>42</sup> Jean-Luc Mélenchon, *op.cit.*, p. 46.

d'élargir le FdG, Jean-Luc Mélenchon accuse ainsi les réticents d'être « prostrés dans une culture minoritaire », tout en « [posant] “le refus du traité de Lisbonne comme ticket d'entrée”, écartant de facto le PS »<sup>43</sup>. L'enjeu de la campagne des européennes, une fois la fin de non-recevoir d'Olivier Besancenot enregistrée, fut ainsi d'arriver en tête de « l'arc du non », afin de prouver le bien-fondé de la stratégie promue par le PG depuis sa création. *Libération* parle même de « lutte frontale » au sein de la gauche radicale, faisant état de sondages mettant les deux forces au coude-à-coude<sup>44</sup>.

Avec près de 6,5% des suffrages, les listes FdG stabilisent avec une légère hausse le score obtenu par le PCF à l'élection précédente de même nature, mais lavent l'affront du résultat calamiteux du scrutin présidentiel de 2007. Si l'on ne peut donc pas parler de percée, les européennes de 2009 auront cependant permis au FdG d'asseoir sa domination sur l'espace politique à gauche du PS, puisque le NPA n'atteint pas les 5%. Une dynamique est lancée par ce résultat, qui crédibilise l'entreprise de rassemblement de Jean-Luc Mélenchon, le confortant ainsi face à son allié communiste, avec qui les négociations seront rudes pour les élections régionales, traditionnellement marquées par des alliances locales avec le PS, garantissant un nombre important d'élus. Le PCF n'aurait peut-être pas pris le risque de perdre si l'élection de 2009 n'avait pas tissé des liens entre militants et responsables, et prouvé la relative viabilité électorale d'une coalition FdG. La résistance à l'UE aura donc été la ressource stratégique indispensable à Jean-Luc Mélenchon pour se saisir du tremplin que constituait le scrutin européen dans sa construction du FdG.

### **2.3 La campagne présidentielle de 2012**

En 2012, le Front de Gauche s'est nettement élargi par rapport à ses débuts, même si le NPA n'a toujours pas renoncé à une candidature autonome. Sans surprise, toutes les organisations le composant ont été parties prenantes de la campagne référendaire de 2005. La résistance de gauche à l'UE et au traité de Lisbonne est donc bien la variable déterminante pour expliquer un tel rassemblement de partis et de mouvements appartenant par ailleurs à des cultures politiques distinctes. Hormis le MRC et alors que le NPA fut en réalité déchiré sur la question pendant la campagne (plusieurs de ses dirigeants appellent à voter pour le candidat du FdG<sup>45</sup>), seules des formations relevant de la composante « communiste orthodoxe » ont rejeté toute discussion.

L'entrepreneur politique Mélenchon sait que la progression de son projet d'un front de l'« autre gauche » est une réplique de l'expérience fondatrice de 2005. Il n'hésite d'ailleurs pas à rappeler à ses partisans et aux électeurs le fil qui relie ce combat passé et ceux de 2012. Invité en février 2012 sur LCP et interrogé sur l'absence de soutien de Jean-Pierre Chevènement, il confirme que c'est bien la question du rapport à l'intégration européenne qui l'a décidé à quitter le PS et à construire le FdG avec ses partenaires. Selon lui, l'élection présidentielle « contient » cette « question majeure » à travers la soumission ou le refus qu'exprimeront les futurs gouvernants face aux nouveaux traités d'inspiration néolibérale attendant leur ratification. Le

<sup>43</sup> Laure Equy, « Le Parti de gauche en quête de partenaires », *Libération*, 31 janvier 2009.

<sup>44</sup> Matthieu Ecoiffier, « Lutte frontale pour la gauche radicale », *Libération*, 25 mai 2009.

<sup>45</sup> Myriam Martin, Hélène Adam, Pierre-François Grond, « Des dirigeants du NPA appellent à voter Mélenchon », *Libération*, 22 mars 2012.

fait que le leader du MRC ait eu raison avant lui sur l'Acte Unique et Maastricht et ait conservé cette ligne politique le rend à ses yeux compatible avec « l'espace culturel et politique du Front de gauche »<sup>46</sup>. Un mois plus tard, le candidat explique sur son blog que le FdG « a été constitué comme l'instrument politique d'un projet. Je ne parle pas du contenu du programme "L'Humain d'abord" qui en est l'expression à une étape du parcours, celle qui commencerait concrètement avec notre gouvernement. Ce projet c'est d'assumer le sens du refus de 2005 face au projet de Constitution européenne devenu depuis le Traité de Lisbonne sous l'empire duquel nous vivons »<sup>47</sup>.

Tout au long de la campagne, la contestation des règles de l'UE est un thème de campagne mobilisé pour faire valoir la différence de nature entre le projet du FdG et celui du candidat socialiste, dont le refus de l'austérité serait sujet à caution, notamment en raison de son peu de crédibilité concernant la contestation du « cadre » européen. L'affaire du MES (Mécanisme européen de stabilité financière) représente le point d'orgue de cette stratégie. Après en avoir fait un thème central de plusieurs meetings, Jean-Luc Mélenchon interpelle en effet les députés socialistes qui ont à se prononcer sur ce traité le 21 février : « je lance un appel solennel à tous les parlementaires : n'acceptez pas ce coup de force contre notre démocratie ! A gauche surtout ! Car aucune politique de gauche n'est possible dans le cadre de ces traités »<sup>48</sup>. Il contribue ainsi à réactiver la division entre partisans du « oui » et du « non », plusieurs responsables de l'aile gauche du PS montrant quelques réticences à se réfugier dans l'abstention<sup>49</sup>. Le but affiché est d'ailleurs bien d'enrôler quelques socialistes dans cette bataille, afin de légitimer les idées portées par le FdG et d'affaiblir le « dispositif du consentement à la sauce Hollande-Moscovici »<sup>50</sup>.

Invitée quelques jours avant le scrutin à expliquer en quoi le FdG se distingue du PS, Clémentine Autain (porte-parole du candidat) expose que « le PS est un courant de gauche [...] qui propose de composer avec le capitalisme et l'Europe telle qu'elle tourne à l'envers. Nous, [nous] pouvons désobéir si nous estimons que cela est juste pour le peuple français »<sup>51</sup>. L'économiste Jacques Généreux enfonce le clou dans un entretien publié en ligne le 19 avril : « sur la règle d'or fixée au niveau européen, François Hollande espère obtenir des changements par la simple négociation. Nous ne voulons pas négocier mais demander aux Français de trancher. Pareil pour le traité de Lisbonne. Ces deux lignes ne sont pas conciliables »<sup>52</sup>. Le même jour dans une interview aux *Echos*, le candidat du FdG explique longuement pourquoi il veut soumettre les futurs traités européens à l'approbation populaire, et en quoi ce choix est fondateur de ce qui sépare les organisations qu'il représente et les socialistes : « toute notre divergence part de là. Elle remonte à 2005 »<sup>53</sup>.

<sup>46</sup> « [Question d'infos](#) » du 1<sup>er</sup> février sur LCP, à partir de 25mn40s.

<sup>47</sup> Jean-Luc Mélenchon, « [L'insurrection c'est maintenant](#) », *jean-luc-melenchon.fr*, 11 mars 2012.

<sup>48</sup> Jean-Luc Mélenchon, « Non à ce coup contre la démocratie, non à ces nouveaux traités ! », 20 février 2012.

<sup>49</sup> Raphaëlle Besse Desmoulières et David Revault d'Allonnes, « [Le PS refuse le "piège" du Mécanisme européen de stabilité](#) », *lemonde.fr*, 17 février 2012.

<sup>50</sup> Jean-Luc Mélenchon, « [Parés à la manœuvre!](#) », *jean-luc-melenchon.fr*, 15 février 2012.

<sup>51</sup> Clémentine Autain, « [Jean-Luc Mélenchon redonne toute sa saveur à la politique](#) », *Lexpress.fr*, 17 avril 2012.

<sup>52</sup> Agnès Rousseaux, « [Jacques Généreux : comment le Front de gauche compte financer sa révolution sociale et écologique](#) », *bastamag.net*, 19 avril 2012.

<sup>53</sup> Jean-Luc Mélenchon, « C'est inéluctable, le système va craquer », *Les Echos*, 19 avril 2012.

En plus d'être une clé de compréhension de l'attractivité exercée par la campagne du FdG sur la gauche radicale, la résistance à l'UE et la référence à 2005 se sont donc révélés des outils précieux d'affirmation de la spécificité du programme défendu par cette coalition, dont le rejet du Traité de Lisbonne se voulait conséquent par rapport aux autres options qu'elles défendait (partage des richesses, extension de la propriété publique et sociale...). Mais la mémoire de la campagne référendaire n'a pas eu qu'un rôle discursif, puisque ses effets ont aussi été matériels, concernant l'organisation même de la campagne présidentielle. La dimension d'éducation populaire qui avait marqué les réunions des « comités du non » est clairement recherchée par les leaders du FdG au début de la campagne, avec l'idée de recréer un phénomène semblable d'appropriation du programme *L'humain d'abord*. D'où les multiples initiatives de rencontres et débats baptisées « assemblées citoyennes », que le FdG organise ou tout simplement encourage à se tenir dans toute la France. Comme en 2005, il s'agit de diffuser et populariser un programme par un canal alternatif aux grands médias jugés indifférents voire adverses. Comme en 2005, il s'agit de créer sur le terrain des occasions et des espaces de sociabilité militante, qui ancreront le désir de rassemblement de « l'autre gauche » et lui conféreront un caractère de plus en plus durable. Pour Eric Coquerel, « ça reste un modèle sur le fond et sur la forme »<sup>54</sup>. Dans les récits locaux de la campagne unitaire dûment couverte par *L'Humanité*, la référence est d'ailleurs régulière : « Après l'euphorie de 2005 et le gel de 2007, les militants retrouvent le chemin du plaisir »<sup>55</sup> ; « À Castelnaudary, on n'avait plus vu une telle émulation depuis « l'aventure de 2005 » du référendum sur le traité constitutionnel européen et les “comités antilibéraux” »<sup>56</sup>...

### **3. La résistance à l'UE comme marqueur identitaire, ou le sens idéologique d'un alter-européisme**

Parce qu'il ne prédétermine pas la nature des motivations qui la fondent, le terme de « résistance »<sup>57</sup> à l'UE nous semble être pertinent pour caractériser le rapport des dissidents socialistes puis du FdG à l'intégration européenne. De façon générale, les positions de la gauche radicale se laissent difficilement ranger sous des catégories aussi tranchées que « pro- » ou « anti- » intégration. Quant à la notion d'euroscepticisme, elle s'est révélée peu opératoire, nourrissant ainsi de nombreuses critiques académiques à son égard. On préférera comme grille d'analyse les quatre approches de gauche distinguées par Richard Dunphy, qui restent elles-mêmes des idéaux-types : (1) le refus d'adhérer ou la volonté d'un retrait de l'UE, considérée comme un agent des multinationales et des impérialismes états-unien et allemand ; (2) la volonté de rester dans une UE radicalement réorientée politiquement et restructurée institutionnellement ; (3) la volonté de poursuivre l'intégration européenne dans le sens d'un

<sup>54</sup> Raphaëlle Besse Desmoulières, « [Mélanchon s'attaque aux nouveaux traités européens](#) », *gauche.blog.lemonde.fr*, 9 février 2012.

<sup>55</sup> Mina Kaci, « C'est sûr, il se passe quelque chose... », *L'Humanité*, 10 février 2012.

<sup>56</sup> G.M., « Nous voyons revenir des gens qui ne militaient plus... », *L'Humanité*, 6 avril 2012.

<sup>57</sup> Yves Déloye, « En guise de conclusion : ce que résister veut dire ou les paradoxes d'une construction européenne face aux contingences historiques et aux logiques politiques nationales », *Revue internationale de politique comparée*, 2008/4 Vol. 15, p. 679-685.

authentique fédéralisme (*strong reformism*); (4) la volonté de poursuivre l'intégration européenne comme une fin souhaitable en tant que telle (*weak reformism*)<sup>58</sup>.

### **3.1 Le choix de la dissidence : une radicalisation de la résistance à l'UE**

En 2005, la campagne référendaire a permis que se rejoignent dans un même rejet du TCE des membres de l'aile gauche du PS s'inscrivant à l'origine plutôt dans la position (3) et des formations de gauche radicale s'inscrivant plutôt dans la position (2), dont notamment le PCF. Si l'opposition aux traités actuels qui régissent l'UE fait aujourd'hui l'objet d'un consensus entre les membres du FdG, cela n'a pas toujours été le cas. Parmi les dissidents socialistes ayant créé le FdG, Jean-Luc Mélenchon et Jacques Généreux avaient en effet soutenu le traité de Maastricht. Le second, dans son *Manuel critique du parfait Européen* publié pour la campagne référendaire, se revendique d'ailleurs de ceux qui « ont jusqu'ici dit oui à tout », assumant même une position jusque-là favorable au marché unique, dans la stricte mesure où il ouvrirait la voie à une Union de nature politique. Selon ce point de vue, la monnaie unique apparaissait comme un « butin » arraché par la gauche en vue de créer les conditions d'un socialisme à échelle européenne, après le fiasco de l'isolement ayant caractérisé l'expérience Mitterrand : « L'euro nous protégeait ainsi comme l'un des méfaits majeurs de la dérégulation mondiale des marchés financiers [la spéculation contre les monnaies]. Nous pensions que, dans le long terme, comme ce fut le cas tout au long de l'histoire de l'Union, un mauvais traité n'était que l'étape nécessaire à la reconnaissance des lacunes qui pousseraient à la négociation d'un meilleur traité »<sup>59</sup>. Avec le recul, l'argumentation de Jean-Luc Mélenchon est similaire. Tout en confessant une erreur, il signale en effet qu'il s'agissait de se prémunir des attaques des marchés financiers sur les monnaies nationales et de s'offrir ainsi un « espace pertinent pour faire le socialisme »<sup>60</sup>.

Si le raisonnement a changé en 2005, c'est selon Généreux parce que le TCE ne ferait pas que compiler les dispositions néolibérales des précédents traités : il viserait à cadenasser toute possibilité de réorienter l'UE dans le sens du progrès social, de la coopération et de l'harmonisation par le haut, en constitutionnalisant la mise en concurrence des systèmes sociaux. Pour les futurs fondateurs du PG, la contestation du TCE ne se fait donc pas tant sur une base anticapitaliste que sur l'idée que *même* des politiques sociale-démocrates classiquement keynésiennes seraient interdites. En ce sens, leur rupture de ban avec le PS qui se matérialise dès 2005 par leur campagne active en faveur du « non », est un écho français à la rupture d'Oskar Lafontaine avec le SPD, suite à son éviction du poste de ministre des Finances en 1999, lorsqu'il souhaitait tourner la page du néolibéralisme en privilégiant une politique de la demande sur les politiques de l'offre auxquelles était attribuée la montée du chômage tout au long de la décennie 1990<sup>61</sup>.

Preuve néanmoins que les dissidents socialistes de 2008 ne quittent pas le PS sur une simple différence de choix stratégique avec le reste de l'aile gauche du parti (le fameux dilemme « voice » ou « exit »), leur contestation ultérieure du traité de Lisbonne et de l'intégration

<sup>58</sup> Richard Dunphy, *Contesting Capitalism? Left Parties and European Integration*, Manchester, Manchester University Press, 2004, pp. 3-7.

<sup>59</sup> Jacques Généreux, *Manuel critique du parfait Européen*, Paris, Éditions du Seuil, 2005, pp. 22-23.

<sup>60</sup> Lilian Allemagna et Stéphane Allières, *op.cit.*, p. 125.

<sup>61</sup> Oskar Lafontaine, *Politik für alle, Streitschrift für eine gerechte Gesellschaft*, Berlin, Ullstein Buchverlage, 2005.

européenne se précise et s'intègre à un projet bien plus radical qu'un traditionnel keynésianisme social-démocrate. La crise du capitalisme ouverte en 2007/2008 et qui débouche sur la crise des dettes souveraines en Europe, force ainsi à préciser les positions et à faire émerger un projet alter-européen commun au Front de Gauche, clairement distinct de celui du PS et correspondant plutôt à l'orientation (2) de la typologie de Dunphy. Plus qu'anti-néolibéral, ce projet est à tonalité et finalité anticapitalistes, tout en se basant sur la même exigence de respect de la souveraineté populaire qu'en 2005. De ce point de vue, la matrice républicaine du socialisme historique des « dissidents » du PS a pu jouer un rôle de connexion idéologique entre la tradition du mouvement ouvrier et la « démocratie radicale » d'une gauche plus libertaire et mouvementiste, rassemblés sous la même bannière<sup>62</sup>.

### **3.2 La matrice républicaine et anticapitaliste de la résistance à l'UE**

Dès 2007, après la défaite de Ségolène Royal, Jean-Luc Mélenchon communique à la Fondation Gabriel Péri une tribune longue et charpentée, dans laquelle s'articulent déjà les principes politiques à la base des orientations du PG et du programme commun du FdG, et qui seront rassemblés sous l'expression de « Révolution citoyenne ». En effet, Jean-Luc Mélenchon ne souligne pas seulement en quoi sa vision de la question sociale n'a plus grand-chose à voir avec celle de la social-démocratie européenne, au sein de laquelle le PS s'est normalisé, se conformant ainsi à une approche a-conflictuelle des rapports sociaux. Il souligne certes (et c'est important pour son évolution quant à la question du productivisme) que le problème n'est pas la production de richesses, déjà présentes selon lui en quantités suffisantes, mais bien celui de leur partage. Il y a donc bien une centralité de la lutte capital/travail au sein du socialisme historique dont il se revendique, et dont l'horizon assumé est le « dépassement du capitalisme »<sup>63</sup>.

Mais tout au long du texte qu'il produit, la question sociale est inextricablement liée à la question démocratique, *via* l'analyse de l'évolution du capitalisme et du régime institutionnel de l'UE. Ce qui a rendu le projet social-démocrate obsolète selon Mélenchon, c'est en effet le processus de transnationalisation du capital financier, lequel a ainsi pu s'abstraire des compromis nationaux entre les représentants organisés du capital et du travail. Alors que la construction européenne a pu apparaître comme une planche de salut, une sorte de transposition à une échelle plus pertinente du projet social-démocrate/keynésien, l'intégration économique et financière mise en œuvre par les traités successifs n'a pas préparé d'intégration politique et sociale, mais au contraire détruit les conditions de progrès de cette dernière. Ce qui est en jeu selon Mélenchon, c'est « la norme d'intérêt général et la citoyenneté comme mode de conduite des affaires publiques », c'est-à-dire « l'identité républicaine de la France »<sup>64</sup>.

---

<sup>62</sup> Nous proposons donc de complexifier le regard proposé par l'historien Roger Martelli sur Jean-Luc Mélenchon (Roger Martelli, « Le Front de gauche : aube ou crépuscule ? », *Mouvements*, n°69, printemps 2012). Sans doute a-t-il raison de pointer que l'attachement à la laïcité et à la patrie française de ce dernier sont de nature à gêner une frange importante de la gauche multiculturaliste et altermondialiste. Mais c'est aussi en étant conséquent avec son idéal de la République sociale que Jean-Luc Mélenchon parvient à intégrer des revendications libertaires (en raison de l'égalité fondamentale de dignité et de droits entre les êtres humains) et anti-productivistes (par identification d'un bien commun à préserver).

<sup>63</sup> Jean-Luc Mélenchon, « Assumer la nécessité d'une force politique nouvelle », *Nouvelles Fondations*, n° 7-8, 2007/3, p.117.

<sup>64</sup> *Ibidem*, pp. 117-118.

Si le thème de la « patrie en danger » n'est pas loin d'être utilisé, Jean-Luc Mélenchon inscrit néanmoins son combat dans une perspective résolument internationaliste, précisant que l'enjeu est celui de l'irruption de la souveraineté populaire au cœur de l'UE elle-même. Il indique ainsi avoir « proposé, avec d'autres partenaires européens, dont Oskar Lafontaine, de changer radicalement de méthode et d'élire une Assemblée constituante européenne au suffrage universel »<sup>65</sup>. Cette position ne peut donc pas être qualifiée d'étroitement souverainiste, mais atteste de la réconciliation entre républicanisme patriotique et internationalisme que Jean-Luc Mélenchon cherche à diffuser au sein de « l'autre gauche ». Le message transmis par le geste de 1789 -ériger le peuple en souverain- a selon lui une dimension universaliste, qu'il est dans l'intérêt de la gauche de revendiquer. Car en plus de n'être pas contradictoire avec une analyse en termes de classes, la préoccupation pour les méthodes démocratiques de transformation sociale offre une alternative stratégique à l'attente du Grand Soir : « l'identité républicaine de la gauche française [...] permet de ne pas rester indifférent aux formes politiques et aux institutions, alors que, pour une grande partie de la gauche d'inspiration marxiste en Europe, la question de la citoyenneté est restée un angle mort sans que l'on sache vraiment comment la classe ouvrière peut assumer, selon la pure doctrine, par sa seule prise de pouvoir, l'intérêt général de l'humanité »<sup>66</sup>. Le message est on ne peut plus clair, et sera reformulé face à Olivier Besancenot lors d'une confrontation organisée par le magazine *Regards*<sup>67</sup>.

Sans surprise, les textes d'orientation du PG confirment cette articulation entre souveraineté populaire à l'échelle européenne d'un côté et projet de dépassement des rapports capitalistes de l'autre<sup>68</sup>. Ils contribuent à l'affiner, notamment sous le vocable de « Révolution citoyenne », considérée comme le moyen et le but poursuivi par le PG : « la refondation républicaine des institutions et de la société, le partage des richesses, la planification écologique, la sortie du traité de Lisbonne et une politique de paix par la solidarité et la coopération entre les peuples ». La résistance à l'UE s'intègre ainsi dans un projet politique qui part d'un diagnostic de crise systémique du capitalisme (c'est la nouveauté par rapport à 2005) pour y apporter le remède de l'implication populaire partout où un intérêt général est en jeu : en plus du partage des richesses, c'est un partage des pouvoirs dans l'ordre politique *et* économique qui est visé, entrant clairement en contradiction avec le régime de propriété capitaliste. Les accords européens noués pour faire face à la montée des dettes publiques et à la spéculation des marchés contre les « maillons faibles » de la zone euro, sont interprétés dans ce cadre comme relevant d'une dimension antisociale *et* antidémocratique. L'expression de « coup d'état social » illustre cette approche, tout comme celle d'Europe « austéritaire » utilisée par Jean-Luc Mélenchon sur son blog. La règle d'or, par exemple, est analysée comme la déclinaison à échelle communautaire d'un « moment politique [qui] est celui du divorce entre le capitalisme mondialisé et la démocratie »<sup>69</sup>.

---

<sup>65</sup> *Ibidem*, p. 118.

<sup>66</sup> *Ibidem*, p. 115.

<sup>67</sup> *Regards*, avril 2011. Lire Fabien Escalona, « ["Regards" sur la stratégie de la gauche radicale pour 2012](#) », nonfiction.fr, 25 juillet 2011.

<sup>68</sup> Ont été consultés la « Motion d'orientation générale adoptée lors du congrès du Mans 2010 » datée du 25 novembre 2010 et la « Résolution politique » adoptée par le Conseil national du parti de Gauche les 9 et 10 avril 2011.

<sup>69</sup> Jean-Luc Mélenchon, « [La tentation autoritaire](#) », jean-luc-melenchon.fr, 3 septembre 2011.

La résistance à l'UE, quelles que soient ses vertus stratégiques de distinction avec le PS et de « *rallying cry* » à destination de « l'autre gauche », n'est pas par conséquent l'unique raison d'être du PG, pas plus qu'elle ne suffit à définir la division politique sur laquelle il se situe. Elle est plutôt l'une des dimensions d'un projet idéologique de contestation du système capitaliste et productiviste. Dans la mesure où cette dimension déterminerait la réussite d'une expérience gouvernementale fondée sur la « Révolution citoyenne », elle apparaît néanmoins essentielle. En effet, une « Autre » politique que celles respectant les intérêts des détenteurs de capitaux se heurterait nécessairement à la « gouvernance par les règles » de l'UE. Alors que le taux de change, la maîtrise de l'émission de monnaie et le contrôle des capitaux échappait déjà aux gouvernements membre de la zone euro, c'est maintenant la quasi-intégralité des politiques macroéconomiques qui se voient dévitalisées par le contrôle communautaire des budgets nationaux. Le mot d'ordre du PG et du FdG, étant la « radicalité concrète », autrement dit le rejet du quiétisme révolutionnaire et la revendication du pouvoir, la nature de leur résistance et de leur projet alternatif pour l'UE a donc dû être précisée. Or, la lecture du rapport de forces intergouvernemental les a conduits à penser que les négociations seules ne suffiraient pas à infléchir la pente ordolibérale suivie par le processus d'intégration européenne. D'où l'appel à l'implication populaire et à la désobéissance unilatérale assumé par les ex-dissidents socialistes et le FdG, sans que la vocation internationaliste de leur résistance à l'UE ne soit démentie.

### **3.3 Le pari d'une résistance unilatérale mais à finalité internationaliste**

Alors que le « non » de gauche de 2005 a pu être qualifié de « nationaliste »<sup>70</sup>, certaines organisations de gauche radicale ont à l'inverse reproché au PCF et même au PG de faire preuve de naïveté dans leur volonté de construire une « autre Europe » démocratique et sociale. Autrement dit, d'être encore prisonniers des schémas d'un *strong reformism* vain, dans la mesure où les voies pratiques de faire triompher cette orientation politique dans les institutions existantes seraient bouchées<sup>71</sup>. Pour autant, les mêmes ont bien décelé une évolution notable, qui a conduit le FdG à inscrire dans son programme *L'humain d'abord* le terme de « désobéissance »<sup>72</sup>. D'une part, en cas de succès électoral, le FdG se réserverait le droit de se soustraire à l'application des directives européennes en contradiction avec sa politique de transformation sociale. D'autre part, tout nouveau traité serait soumis à référendum : d'ici là, un gouvernement FdG ne s'estimerait pas tenu par le traité de Lisbonne considéré comme « illégitime » en raison de son rejet dans les urnes en 2005, contourné ultérieurement par la droite au pouvoir avec l'appui de parlementaires sociaux-démocrates. Là encore, la question sociale et celle de la souveraineté populaire sont toutes deux mobilisées simultanément pour expliquer ce refus des traités existants : « Nous combattons le Pacte pour l'Euro+ et le semestre européen qui veulent imposer l'austérité à vie aux peuples et nier la souveraineté de leurs représentants »<sup>73</sup>. La volonté de sortir du traité de Lisbonne est d'ailleurs mise sur le même plan que l'appel à une VI<sup>ème</sup> République.

<sup>70</sup> Dominique Reynié, *Le vertige social-nationaliste: La gauche du Non et le référendum de 2005*, Paris, Editions de La Table Ronde, 2005.

<sup>71</sup> Aurélien Bernier et le M'PEP, *Désobéissons à l'Union européenne !*, Paris, Editions Mille et une nuits, 2011.

<sup>72</sup> *L'humain d'abord, le programme du Front de Gauche*, Paris, E.J.L, « Libro », 2011, p.69.

<sup>73</sup> *Ibidem*, p. 68.

Dans cette évolution vers l'affirmation d'une « désobéissance » aux traités, il est d'ailleurs possible que la crise des dettes souveraines ait joué un rôle non négligeable. Contrairement à 2005, la probabilité d'attaque spéculative contre un gouvernement à la politique économique non orthodoxe a en effet clairement augmenté. Or, le programme du FdG assume de faire du respect des grands équilibres un objectif secondaire de politique macroéconomique, jugeant qu'en temps de crise ce sont surtout l'activité et l'emploi qui sont à préserver. Dans son ouvrage *Nous on peut !*<sup>74</sup>, l'économiste Jacques Généreux liste les mesures qu'il serait possible d'employer pour se défendre contre les rétorsions des puissances économiques. La logique l'amène cependant à admettre que la plupart sont incompatibles avec le droit existant de l'UE, auquel il serait donc légitime de déroger. Par exemple, si la BCE refuse de prêter directement aux Etats sous le feu des marchés, il serait possible de mobiliser unilatéralement la Banque de France<sup>75</sup>.

Au-delà de la simple résistance, le projet alter-européen porté par le FdG insiste sur la fin du primat de la concurrence et plaide en faveur d'une renégociation des dettes publiques pouvant inclure une annulation partielle après audits, d'une modification des statuts et du rôle de la BCE, de règles d'harmonisation « par le haut » du droit fiscal et social, de réglementations accrues sur les banques avec la création d'un secteur public « pour [...] le développement d'un nouveau crédit », et enfin d'une réhabilitation des services publics comme des contrôles sur la circulations des capitaux et des marchandises<sup>76</sup>. Autant d'intentions qui correspondent au consensus décelé par Özlem Onaran au sein de la gauche anticapitaliste européenne : “i) resistance against austerity policies and all cuts, ii) a radically progressive/redistributive tax system and capital controls iii) nationalization/socialization and democratic control of banks, iv) debt audit under democratic control followed by default”<sup>77</sup>.

Il existe donc des différences de taille qui interdisent de confondre les deux types de résistance à l'UE qu'expriment le FdG et le Front National. Contrairement au projet politique autoritaire du second, l'argument démocratique déployé par le FdG n'est pas instrumental : le respect de la souveraineté populaire « dans la cité comme dans l'entreprise » représente une fin en soi. En outre, malgré la rhétorique plus interventionniste qu'auparavant du FN, celui-ci rejette la lutte des classes en dehors de son logiciel centré sur le primat de l'intérêt et de l'identité national. L'accusation de « mondialisme » de la part de la formation d'extrême-droite illustre s'il en était encore besoin la nature contradictoire de leurs projets. De fait, celui du FdG s'inscrit dans une perspective internationaliste, malgré la désobéissance des traités qu'il prône. Il est en effet attendu de celle-ci qu'elle fasse « tache d'huile », autrement dit qu'elle encourage d'autres nations à faire de même, afin de modifier le rapport de forces au sein de l'UE. Tout en martelant pendant la campagne que la France était la seconde puissance économique du continent et sous peu la première démographique, Jean-Luc Mélenchon a aussi émis l'idée de s'allier à d'autres partenaires que le gouvernement allemand et de s'appuyer sur les mouvements sociaux, y compris outre-Rhin, en vue de 2013 : « D'abord, il n'y a pas les Allemands, il y a le gouvernement

<sup>74</sup> Jacques Généreux, *Nous on peut !*, Paris, Editions du Seuil, 2011.

<sup>75</sup> Agnès Rousseaux, « [Jacques Généreux: comment le Front de gauche compte financer sa révolution sociale et écologique](#) », *bastamag.net*, 19 avril 2012.

<sup>76</sup> *L'humain d'abord*, op.cit., pp. 67-71.

<sup>77</sup> Özlem Onaran, « An internationalist transitional program towards an anti-capitalist Europe », *International Viewpoint*, n°435, avril 2011.

de droite allemand. [...] Je fais le pari qu'une politique progressiste en France, étendue ensuite à l'Allemagne, aurait immédiatement des suites »<sup>78</sup>. « La France », est-il énoncé dans le programme du FdG, « en tant que membre fondateur de l'Union européenne, a les capacités de la transformer si elle conjugue bataille souveraine et bataille d'opinion européenne »<sup>79</sup>.

La question de l'appartenance à la zone euro est l'occasion de préciser l'internationalisme et la finalité anticapitaliste de la résistance à l'UE du FdG. Concernant le maintien de l'adhésion à l'UE, même les partisans de gauche d'une sortie de la monnaie unique y sont favorables, hormis (de manière implicite) les formations étrangères les plus radicales de la gauche anticapitaliste (KKE ou PCP)<sup>80</sup>. En revanche, des associations comme le M'PEP ou des économistes comme Jacques Sapir défendent bien l'option d'une monnaie commune en lieu et place de l'euro, voire un retour aux monnaies nationales si cela se révélait impraticable. Or, tout au long de la campagne présidentielle, le candidat du FdG s'y est déclaré hostile. Si la volonté de ne pas donner prise aux arguments tendant à confondre « les deux Fronts » dans un même populisme jugé irresponsable a pu jouer, les raisons de cette position sont bien plus profondes. Le programme de la coalition étant muet sur le sujet, il faut se reporter pour les découvrir sur une résolution adoptée par le PG en avril 2011<sup>81</sup>, dont le fil argumentatif est repris quelques mois plus tard sur le blog de Jean-Luc Mélenchon et dans le livre de Jacques Généreux.

Les méfaits de l'Union monétaire y sont consciencieusement rappelés, montrant à quel point l'euro s'est transformé en instrument de discipline antisocial. Néanmoins, il est affirmé que ce destin n'est aucunement nécessaire: rien n'empêcherait de changer de politique monétaire, laquelle dépendrait surtout des décisions de la BCE. Jean-Luc Mélenchon écrit : « Selon moi la monnaie unique est aussi la propriété de la France. [...] Il y a de nombreux avantages géopolitiques et sociaux à disposer de cette monnaie unique pour peu que son cadre d'existence soit modifié »<sup>82</sup>. Par ailleurs, les déséquilibres internes à la zone euro s'expliquent certes par l'absence préalable d'une « zone monétaire optimale », que les critères de Maastricht ont été impuissants à créer. Pour autant, une union monétaire refondée selon une série de dispositions (mécanismes de solidarité et d'harmonisation, transformation de la BCE...) serait viable. Au final, selon le PG, l'euro ne se confond pas avec l'eurolibéralisme. Une telle assertion s'apparenterait à une erreur de diagnostic, qui détournerait l'attention de la vraie cause de la crise, à savoir l'évolution du capitalisme et de ses contradictions depuis trente ans : « la crise de la zone euro [...] est un sous-produit du développement du capitalisme financiarisé »<sup>83</sup>. Quitter unilatéralement la zone euro ne répondrait donc pas au véritable enjeu, qui consiste en un basculement du rapport de forces en faveur des classes populaires contre les « possédants ». Pire, un tel choix handicaperait le pays qui chercherait à déclencher un processus de transformation sociale, en même temps qu'il enverrait un signal non coopératif aux autres nations, en raison des dévaluations compétitives qui seraient rendues nécessaires.

L'option « souverainiste de gauche » est ici clairement écartée en faveur d'une option défendue par des économistes d'origine trotskiste et membres d'Attac comme Michel Husson,

<sup>78</sup> Jean-Luc Mélenchon, « Nous n'avons pas besoin des marchés », *Libération*, 7 février 2012.

<sup>79</sup> *L'humain d'abord*, *op.cit.*, pp. 69-70.

<sup>80</sup> Richard Dunphy, *op.cit.*

<sup>81</sup> « Résolution du Parti de Gauche sur l'euro », Conseil national du PG, 10 avril 2011.

<sup>82</sup> Jean-Luc Mélenchon, « [Alerte ! Les voyous de la finance attaquent la France](#) ! », [jean-luc-melenchon.fr](http://jean-luc-melenchon.fr), 14 septembre 2011.

<sup>83</sup> Jacques Généreux [2011], *op.cit.*, p. 119.

dont l'argumentation est très semblable à celle suivie pour contester la thématique de la démondialisation: non seulement il ne faudrait pas transformer un conflits de classes sociales en un conflit de nations, mais en plus les dispositions de rupture doivent être de nature coopérative (appelées à s'étendre) et laisser le moins de champ possible aux mesures de rétorsion<sup>84</sup>. Les hypothèses de monnaie commune, d'une zone euro-Sud plus optimale ou d'un retour aux monnaies nationales ne sont pas écartées par principe par le FdG, mais envisagées comme des solutions de repli successives, en cas d'échecs à refonder l'euro ou d'emballement des événements. La stratégie privilégiée reste donc celle de la contestation interne par la désobéissance aux traités et la création d'un nouveau rapport de forces, au grand dam de ceux qui y voient une illusion, préférant la solution d'un « retrait ordonné » plus réaliste à travers la monnaie commune, qui servirait de modèle au reste du monde<sup>85</sup>. Au contraire, le PG (et le FdG d'après la campagne présidentielle qui a été menée) considèrent que les relations monétaires internationales doivent être distinguées de celles prévalant dans l'UE, dont « les peuples peuvent avoir une ambition qui dépasse la constitution d'un simple espace de coopération interétatique, [et qui permette] la production de biens publics européens à une échelle plus pertinente que le seul niveau national »<sup>86</sup>. On peut d'ailleurs noter que malgré de durs débats internes, la coalition Syriza équivalente du FdG en Grèce a adopté une ligne similaire, comme en attestent les déclarations de son leader Alexis Tsipras, en tournée en Europe avant un nouveau scrutin législatif le 17 juin<sup>87</sup>.

A travers l'affinement de ses positions sur l'UE, le FdG a ainsi construit un cadre politique propice à rassembler des républicains de gauche aux altermondialistes, en passant par les tenants du socialisme historique et les communistes. La crédibilité stratégique de la résistance à l'UE qu'il exprime dépend autant des opinions citoyennes que de la conjoncture à laquelle les forces du « non » ont déjà commencé à s'adapter. Elle s'inscrit cependant de façon relativement cohérente dans un programme à finalité anticapitaliste et antiproductiviste, qui propose un nouveau partage des richesses et une extension de la norme démocratique et de l'exercice de la citoyenneté.

## Conclusion

Nous avons montré que la création du PG s'inscrivait dans la dynamique européenne d'une famille de gauche anticapitaliste *in statu nascendi*. Ceux qui ont accompagné Jean-Luc Mélenchon dans sa rupture avec le PS ont travaillé au rassemblement des autres forces

---

<sup>84</sup> Michel Husson, "Exit or voice? a European strategy of rupture", *Socialist Register*, vol. 48, Londres, Merlin Press Ltd., 2012.

<sup>85</sup> Bernard Billaudot, « Endettement des États et crise de l'euro », *Revue de la régulation* [En ligne], 10 | 2e semestre 2011, mis en ligne le 21 décembre 2011, consulté le 23 mai 2012. URL: <http://regulation.revues.org/9448>

<sup>86</sup> « Résolution du Parti de Gauche sur l'euro », *op.cit.*

<sup>87</sup> Alexis Tsipras, « Trouver une solution européenne », *L'Humanité*, 23 mai 2012 : « la guerre qui est menée aujourd'hui n'est pas une guerre entre les peuples, mais entre les forces du travail et celles du capital. [...] Une éventuelle sortie de la Grèce de la zone euro conduirait les marchés à attaquer le lendemain le prochain pays candidat à la sortie de l'euro ».

politiques françaises s'inscrivant dans cette famille. Tout comme les dissidents sociaux-démocrates allemands, ils ont ainsi joué le rôle « d'amalgameur » idéologique et organisationnel de ses différentes composantes. Cette entreprise politique s'est appuyée sur une base commune préexistante à toutes ces forces: la résistance à l'UE. Celle-ci a été à la fois un catalyseur du rassemblement du Front de Gauche, par les interactions militantes dont elle a été l'objet, ainsi qu'une ressource stratégique pour se distinguer du PS et convaincre du bien-fondé d'une telle coalition partisane.

Néanmoins, cette référence aurait été insuffisante sans un travail idéologique plus profond, visant à intégrer des thématiques antiproductivistes et libertaires à un projet originel très marqué par les références à la République et au mouvement ouvrier historique. C'est d'ailleurs pourquoi la résistance à l'UE n'a aucunement le sens nationaliste ou national-souverainiste<sup>88</sup> qui colore les oppositions à l'intégration européenne d'autres familles politiques. La matrice républicaine que nous avons mise en évidence justifie certes la désobéissance aux traités par la double exigence de non-domination et d'approbation par le corps des citoyens des lois qui lui sont appliquées. Pour autant, elle est intégrée à un projet internationaliste (la dissidence se veut contagieuse et coopérative), qui considère que la souveraineté populaire peut s'exercer en commun dans un cadre plus large que l'Etat-nation. La question démocratique y est inséparable de la question sociale et écologique, auxquelles prétendent répondre un programme à finalité anticapitaliste et le mot d'ordre de « révolution citoyenne », lequel laisse entrevoir un horizon de démocratie radicale<sup>89</sup> qui n'est défendu par aucune autre famille politique.

---

<sup>88</sup> Justine Lacroix, « Le "national-souverainisme en France et en Grande-Bretagne », *Revue internationale de politique comparée*, 2002/3 Vol. 9, p. 391-408.

<sup>89</sup> Audric Vitiello, « [Démocratie radicale](#) », in V. Bourdeau et R. Merrill (dir.), *DicoPo, Dictionnaire de théorie politique*, 2008. « L'horizon est une « démocratie plurielle » via « l'extension de la révolution démocratique à un ensemble toujours plus vaste de rapports sociaux » (Chantal Mouffe, *Le politique et ses enjeux*, Paris, La Découverte, 1994, p. 28) ».